Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 102° — Numero 92

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 13 aprile 1961** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TEL. 650-139 650 841 652-361

AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA — TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI (Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).

Annuo L. 13.390 - Semestrale L. 7.380 - Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI

Annuo L. 12.030 - Semestrale L. 6.520 - Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5.520 - Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo

Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni — via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Ricompensa al valor militare

Decreto presidenziale 7 febbraio 1961
registrato alla Corte dei conti, addì 16 marzo 1961
registro n. 49 Esercito, foglio n. 66

E' sanzionata la seguente concessione di decorazione al valor militare già conferita « sul campo » dalle autorità all'uopo delegate:

MEDAGLIA DI BRONZO

GUIDA Giovanni fu Luigi da Caltignaga (Novara), classe 1905, distretto militare Novara, capitano fanteria complemento, Gruppo battaglione autocarrato « Tagliamento ». — Comandante di compagnia cannoni da 47/32, avendo decentrato in linea uno dei plotoni, si recava sul posto per guidare da vicino il reparto e durante intenso bombardamento nemico, visto cadere il proprio ufficiale subalterno al pezzo, lo sostituiva nel comando del reparto, dirigendo con rapida efficacia il tiro, fino al termine dell'azione vittoriosa. — Fronte russo del Don, 11-12 dicembre 1942.

(2124)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 febbraio 1961, n. 215.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale, firmata a Strasburgo il 20 aprile 1959.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale firmata a Strasburgo il 20 aprile 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 febbraio 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — GONELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Convenzione europea di assistenza giudiziaria in materia penale (Strasburgo, 20 aprile 1959)

CONVENTION EUROPÉENNE
D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Préambule

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Convaincus que l'adoption de règles communes dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale est de nature à atteindre cet objectif;

Considérant que l'entraide judiciaire est une matière connexe à celle de l'extradition qui a déjà fait l'objet d'une convention en date du 13 décembre 1957,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I
Dispositions générales

Article 1er

1. Les Parties Contractantes s'engagent à accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'aide judiciaire la plus large possible dans

toute procédure visant des infractions dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

2. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et des condamnations ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

Article 2

L'entraide judiciaire pourra être refusée:

a) si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques, soit comme des infractions fiscales;

b) si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

Titre II
Commissions rogatoires

Article 3

1. La Partie requise fera exécuter, dans les formes prévues par sa législation, les commissions rogatoires relatives à une affaire pénale qui lui seront adressées par les autorités judiciaires de la Partie requérante et qui ont pour objet d'accomplir des actes d'instruction ou de communiquer des pièces à conviction, des dossiers ou des documents.

2. Si la Partie requérante désire que les témoins ou les experts déposent sous serment, elle en fera expressément la demande et la Partie requise y donnera suite si la loi de son pays ne s'y oppose pas.

3. La Partie requise pourra ne transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si la Partie requérante demande expressément la communication des originaux, il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

Article 4

Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise l'informera de la date et du lieu d'exécution de la commissione rogatoire. Les autorités et personnes en cause pourront assister à cette exécution si la Partie requise y consent.

Article 5

1. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserve la faculté de soumettre l'exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets à une ou plusieurs des conditions suivantes:

a) l'infraction motivant la commission rogatoire doit être punissable selon la loi de la Partie requérante et de la Partie requise;

b) l'infraction motivant la commission rogatoire doit être susceptible de donner lieu à extradiction dans le pays requis;

c) l'exécution de la commission rogatoire doit être compatible avec la loi de la Partie requise.

2. Lorsqu'une Partie Contractante aura fait une déclaration conformément au paragraphe 1er du présent article, toute autre Partie pourra appliquer la règle de la réciprocité.

Article 6

1. La Partie requise pourra surseoir à la remise des objets, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

2. Les objets, ainsi que les originaux des dossiers et documents, qui auront été communiqués en exécution d'une commission rogatoire, seront renvoyés aussitôt que possible par la Partie requérante à la Partie requise, à moins que celle-ci n'y renonce.

Titre III
Remise d'actes de procédure et de décisions judiciaires - Comparution de témoins, experts et personnes poursuivies.

Article 7

1. La Partie requise procédera à la remise des actes de procédure et des décisions judiciaires qui lui seront envoyés à cette fin par la Partie requérante.

Cette remise pourra être effectuée par simple transmission de l'acte ou de la décision au destinataire. Si la partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectuera la remise dans une des formes prévues par sa législation pour les significations analogues ou dans une forme spéciale compatible avec cette législation.

2. La preuve de la remise se fera au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou d'une déclaration de la Partie requise constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à la Partie requérante. Sur demande de cette dernière, la Partie requise précisera si la remise a été faite conformément à sa loi. Si la remise n'a pu se faire, la Partie requise en fera connaître immédiatement le motif à la Partie requérante.

3. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, demander que la citation à comparaître destinée à une personne poursuivie se trouvant sur son territoire soit transmise à ses autorités dans un certain délai avant la date fixée pour la comparution. Ce délai sera précisé dans ladite déclaration et ne pourra pas excéder 50 jours.

Il sera tenu compte de ce délai en vue de la fixation de la date de comparution et lors de la transmission de la citation.

Article 8

Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

Article 9

Les indemnités à verser, ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante seront calculés depuis le lieu de leur résidence et lui seront accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition doit avoir lieu.

Article 10

1. Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, elle en fera mention dans la demande de remise de la citation et la Partie requise invitera ce témoin ou cet expert à comparaître.

La Partie requise fera connaître la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, la demande ou la citation devra mentionner le montant approximatif des indemnités à verser ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

3. Si une demande lui est présentée à cette fin, la Partie requise pourra consentir une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci sera mentionnée sur la citation et remboursée par la Partie requérante.

Article 11

1. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation est demandée par la Partie requérante sera transférée temporairement sur le territoire où l'audition doit avoir lieu, sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par la Partie requise et sous réserve des dispositions de l'article 12 dans la mesure où celles-ci peuvent s'appliquer.

Le transfèrement pourra être refusé:

a) si la personne détenue n'y consent pas,

b) si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise,

c) si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention ou

d) si d'autres considérations impérieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe précédent et sous réserve des dispositions de l'article 2, le transit de la personne détenue par un territoire d'un Etat tiers, Partie à la présente Convention, sera accordé sur demande accompagnée de tous documents utiles et adressée par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la partie requise du transit.

Toute Partie Contractante pourra refuser d'accorder le transit de ses ressortissants.

3. La personne transférée devra rester en détention sur le territoire de la Partie requérante et, le cas échéant, sur le territoire de la Partie requise du transit, à moins que la Partie requise du transfèrement ne demande sa mise en liberté.

Article 12

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaîtra devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne pourra être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante afin d'y répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne pourra y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cessera lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant quinze jours consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeurée sur ce territoire ou y sera retournée après l'avoir quitté.

TITRE IV
Casier judiciaire

Article 13

1. La Partie requise communiquera, dans la mesure où ses autorités judiciaires pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire et tous renseignements relatifs à ce dernier qui lui seront demandés par les autorités judiciaires d'une Partie Contractante pour les besoins d'une affaire pénale.

2. Dans les cas autres que ceux prévus au paragraphe 1er du présent article, il sera donné suite à pareille demande dans les conditions prévues par la législation, les règlements ou la pratique de la Partie requise.

TITRE V
Procédure

Article 14

1. Les demandes d'entraide devront contenir les indications suivantes:

a) l'autorité dont émane la demande,

b) l'objet et le motif de la demande,

c) dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause, et

d) le nom et l'adresse du destinataire s'il y a lieu.

2. Les commissions rogatoires prévues aux articles 3, 4 et 5 mentionneront en outre l'inculpation et contiendront un exposé sommaire des faits.

Article 15

1. Les commissions rogatoires prévues aux articles 3, 4 et 5 ainsi que les demandes prévues à l'article 11 seront adressées par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise et renvoyées par la même voie.

2. En cas d'urgence, lesdites commissions rogatoires pourront être adressées directement par les autorités judiciaires de la Partie requérante aux autorités judiciaires de la Partie requise. Elles seront renvoyées accompagnées des pièces relatives à l'exécution par la voie prévue au paragraphe 1er du présent article.

3. Les demandes prévues au paragraphe 1er de l'article 13 pourront être adressées directement par les auto-

rités judiciaires au service compétent de la Partie requise, et les réponses pourront être renvoyées directement par ce service. Les demandes prévues au paragraphe 2 de l'article 13 seront adressées par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise.

4. Les demandes d'entraide judiciaire, autres que celles prévues aux paragraphes 1 et 3 du présent article et notamment les demandes d'enquête préliminaire à la poursuite, pourront faire l'objet de communications directes entre autorités judiciaires.

5. Dans les cas où la transmission directe est admise par la présente Convention, elle pourra s'effectuer par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de Police criminelle (Interpol).

6. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, soit faire savoir que toutes ou certaines demandes d'entraide judiciaire doivent lui être adressées par une voie autre que celle prévue au présent article, soit demander que, dans le cas prévu au paragraphe 2 de cet article, une copie de la commission rogatoire soit communiquée en même temps à son Ministère de la Justice.

7. Le présent article ne portera pas atteinte aux dispositions des accords ou arrangements bilatéraux en vigueur entre Parties Contractantes, selon lesquelles la transmission directe des demandes d'entraide judiciaire entre les autorités des Parties est prévue.

Article 16

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des demandes et des pièces annexes ne sera pas exigée.

2. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les demandes et pièces annexes lui soient adressées accompagnées, soit d'une traduction dans sa propre langue, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'elle indiquera. Les autres Parties pourront appliquer la règle de la réciprocité.

3. Le présent article ne portera pas atteinte aux dispositions relatives à la traduction des demandes et pièces annexes contenues dans les accords ou arrangements en vigueur ou à intervenir entre deux ou plusieurs Partie Contractantes.

Article 17

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention seront dispensés de toutes formalités de légalisation.

Article 18

Si l'autorité saisie d'une demande d'entraide est incompétente pour y donner suite, elle transmettra d'office cette demande à l'autorité compétente de son pays et, dans le cas où la demande a été adressée par la voie directe, elle en informera par la même voie la Partie requérante.

Article 19

Tout refus d'entraide judiciaire sera motivé.

Article 20

Sous réserve des dispositions de l'article 9, l'exécution des demandes d'entraide ne donnera lieu au remboursement d'aucuns frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la Partie requise et par le transfèrement de personnes détenues effectué en application de l'article 11.

TITRE VI

Dénonciation aux fins de poursuites

Article 21

1. Toute dénonciation adressée par une Partie Contractante en vue de poursuites devant les tribunaux d'une autre Partie fera l'objet de communications entre Ministères de la Justice. Cependant les Parties Contractantes pourront user de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 15.

2. La Partie requise fera connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmettra s'il y a lieu copie de la décision intervenue.

3. Les dispositions de l'article 16 s'appliqueront aux dénonciations prévues au paragraphe 1er du présent article.

TITRE VII

Echange d'avis de condamnation

Article 22

Chacune des Parties Contractantes donnera à la Partie intéressée avis des sentences pénales et des mesures postérieures qui concernent les ressortissants de cette Partie et ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les Ministères de la Justice se communiqueront ces avis au moins une fois par an. Si la personne en cause est considérée comme ressortissante de deux ou plusieurs Parties Contractantes, les avis seront communiqués à chacune des Parties intéressées à moins que cette personne ne possède la nationalité de la Partie sur le territoire de laquelle elle a été condamnée.

TITRE VIII

Dispositions finales

Article 23

1. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, formuler une réserve au sujet d'une ou de plusieurs dispositions déterminée de la Convention.

2. Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve la retirera aussitôt que les circonstances le permettront. Le retrait des réserves sera fait par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Une Partie Contractante qui aura formulé une réserve au sujet d'une disposition de la Convention ne pourra prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie que dans la mesure où elle l'aura elle-même acceptée.

Article 24

Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer quelles autorités elle considérera comme des autorités judiciaires aux fins de la présente Convention.

Article 25

1. La présente Convention s'appliquera aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

2. Elle s'appliquera également, en ce qui concerne la France, à l'Algérie et aux départements d'outre-mer, et, en ce qui concerne l'Italie, au territoire de la Somalie sous administration italienne.

3. Le République Fédérale d'Allemagne pourra étendre l'application de la présente Convention au *Land* Berlin par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

4. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention s'appliquera à son territoire européen. Le Royaume pourra étendre l'application de la Convention aux Antilles néerlandaises, au Surinam et à la Nouvelle-Guinée néerlandaise par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

5. Par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, le champ d'application de la présente Convention pourra être étendu, aux conditions qui seront stipulées dans cet arrangement, à tout territoire d'une de ces Parties autre que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article et dont une des Parties assure les relations internationales.

Article 26

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 de l'article 15 et du paragraphe 3 de l'article 16, la présente Convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquels elle s'applique, celles des dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux qui, entre deux Parties Contractantes, régissent l'entraide judiciaire en matière pénale.

2. Toutefois la présente Convention n'affectera pas les obligations contenues dans les dispositions de toute autre convention internationale de caractère bilatéral ou multilatéral, dont certaines clauses régissent ou régiront, dans un domaine déterminé, l'entraide judiciaire sur des points particuliers.

3. Les Parties Contractantes ne pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à l'entraide judiciaire en matière pénale que pour compléter les dispositions de la présente Convention ou pour faciliter l'application des principes contenus dans celle-ci.

4. Lorsque, entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, l'entraide judiciaire en matière pénale se pratique sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier prévoyant l'application réciproque de mesures d'entraide judiciaire sur leurs territoires respectifs, ces Parties auront la faculté de régler leurs rapports mutuels en ce domaine en se fondant exclusivement sur ces systèmes nonobstant les dispositions de la présente Convention. Les Parties Contractantes qui excluent ou viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention, conformément aux dispositions du présent paragraphe, devront adresser une notification à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 27

1. La présente Convention demeurera ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

2. La Convention entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout signataire qui la ratifiera ultérieurement 90 jours après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 28

1. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la presente Convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Membres du Conseil ayant ratifié la Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, auprès du Secrétaire Général du Conseil, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après son dépôt.

Article 29

Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 30

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil et au Gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) les noms des signataires et le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;

b) la date de l'entrée en vigueur;

c) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 5, du paragraphe 3 de l'article 7, du paragraphe 6 de l'article 15, du paragraphe 2 de l'article 16, de l'article 24, des paragraphes 3 et 4 de l'article 25 et du paragraphe 4 de l'article 26;

d) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 23;

e) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 23;

f) toute notification de dénonciation reçue en application des dispositions de l'article 29 et la date à laquelle celle-ci prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Strasbourg, le 20 avril 1959, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil en enverra copie certifiée conforme aux Gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Réserve au paragraphe 1 de l'article 1er:

L'Autriche n'accordera l'entraide judiciaire que dans les procédures visant des infractions également punissables selon

le droit autrichien dont la répression serait, au moment ou l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires.

Réserve à l'alinéa *a*) de l'article 2:

L'Autriche refusera l'entraide judiciaire pour les infractions énoncées à l'alinéa a).

Réserve à l'alinéa *b*) de l'article 2:

Par « autres intérêts essentiels de son pays », l'Autriche entend notamment la protection de l'obligation du secret prévue par la législation autrichienne.

Déclaration concernant le paragraphe 1 de l'article 5:

L'Autriche soumettra l'exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets aux conditions stipulées à l'alinéa c).

Déclaration concernant le paragraphe 2 de l'article 16:

L'Autriche exigera que les demandes d'entraide judiciaire et pièces annexes qui, conformément au paragraphe 2 de l'article 15, seront adressées directement aux autorités judiciaire pénales autrichiennes ou au ministère public autrichien, soient accompagnées d'une traduction en langue allemande.

Déclaration concernant l'article 24.

Aux fins de la présente Convention, l'Autriche considérera comme autorités judiciaires autrichiennes les tribunaux de l'ordre pénal, le ministère public et le Ministère fédéral de la Justice.

LEOPOLD FIGL

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Au moment de la signature de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale le Gouvernement belge déclare:

1. *Qu'il fait usage de la faculté prévue au paragraphe* 1 b) *de l'article* 5 *de la Convention et ne permettra l'exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets que pour des faits susceptibles de donner lieu à extradition;*

2. *Qu'il formule les réserves suivantes*:

a) *le prêt de détenus visé à l'article* 11 *ne sera pas autorisé;*

b) *la communication des « mesures postérieures » visée à l'article* 22 *ne sera pas faite automatiquement; tuotefois, la possibilité de cette communication ne sera pas exclue dans des cas d'expèce et sur demande des autorités intéressées;*

c) *le Gouvernement belge, nonobstant les dispositions de l'article* 26, *se réserve le droit de maintenir ou de conclure avec des pays limitrophes des traités bilatéraux ou multilatéraux offrant des possibilités plus larges pour l'entraide judiciaire en matière pénale.*

P. WIGNY

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

KJELD PHILIP

Pour le Gouvernement de la République française:

Le Gouvernement français déclare que, en raison de l'organisation interne et du fonctionnement du casier judiciaire en France, les autorités qui en sont chargées se trouvent dans l'impossibilité matérielle de donner automatiquement avis aux Parties Contractantes à la présente Convention, conformément à l'article 22, *des mesures intervenues postérieurement à la condamnation de leurs ressortissants - telles que les mesures de grâce, de réhabilitation ou d'amnistie - qui font l'objet d'une inscription au casier judiciaire.*

Il donne cependant l'assurance que ces autorités, lorsqu'elles en seront requises à propos de cas particuliers, préciseront dans le mesure du possible auxdites Parties Contractantes la situation pénale de leurs ressortissants.

Le Gouvernement français déclare que, doivent être considérées comme autorités judiciaires françaises aux fins de la présente Convention les autorités suivantes:

les premiers présidents, présidents, conseillers et juges des juridictions répressives,

les juges d'instruction desdites juridictions,

les membres du ministère public près lesdites juridictions, à savoir:

les procureurs généraux,

les avocats généraux,

les substituts des procureurs généraux,

les procureurs de la République et leurs substituts,

les représentants du ministère public auprès des tribunaux de police,

les commissaires du gouvernement près les tribunaux des forces armées.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

von MERKATZ

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

Le Gouvernement hellénique formule des réserves formelles sur les articles 4 *et* 11 *de la Convention, leur acceptation étant incompatible avec les articles* 97 *et* 459 *du Code hellénique de procédure pénale.*

CAMBALOURIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

PELLA

Pour le Gouvernement du Gran Duché de Luxembourg:

E. SCHAUS

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

LEIF BELFRAGE

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 febbraio 1961, n. 216.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di Ponte (Benevento).

N. 216. Decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di Ponte (Benevento) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1961

Atti del Governo, registro n. 135, *foglio n.* 117. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 febbraio 1961, n. 217.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola secondaria statale di avviamento professionale a tipo agrario e industriale femminile di Terzigno (Napoli).

N. 217. Decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola secondaria statale di avviamento professionale a tipo agrario e industriale femminile di Terzigno (Napoli) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1961

Atti del Governo, registro n. 135, *foglio n.* 116. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1961, n. 218.

Modificazione dell'art. 4 dello statuto della Fondazione « Guido Corni per l'Istituto delle malattie tropicali e subtropicali G. Franchini », con sede in Modena.

N. 218. Decreto del Presidente della Repubblica 16 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene modificato l'art. 4 dello statuto della Fondazione « Guido Corni per l'Istituto delle malattie tropicali e sub-tropicali G. Franchini », con sede in Modena.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1961
Atti del Governo, registro n. 135, *foglio n.* 112. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1961, n. 219.

Erezione in ente morale della Fondazione « Prof. Gennaro Costantini », con sede in Bologna.

N. 219. Decreto del Presidente della Repubblica 16 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Fondazione « Prof. Gennaro Costantini », con sede in Bologna, derivante dalla donazione di L. 4.987.500 in obbligazioni 6% e L. 10.869 in contanti, disposta dal prof. Giovanni L'Eltore in nome, per conto ed in rappresentanza della Federazione italiana contro la tubercolosi, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1961
Atti del Governo, registro n. 135, *foglio n.* 115. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1961, n. 220.

Autorizzazione all'Università degli studi di Catania ad acquistare un appezzamento di terreno, sito in Catania contrada Santa Sofia.

N. 220. Decreto del Presidente della Repubblica 16 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Catania viene autorizzata ad acquistare dal signor Federico Giuseppe Fragalà un appezzamento di terreno, sito in Catania, contrada Santa Sofia, di mq. 107.773 al prezzo risultante dalla relazione di stima dell'Ufficio tecnico erariale di Catania in data 29 settembre 1960.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *marzo* 1961
Atti del Governo, registro n. 135, *foglio n.* 113. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 febbraio 1961.

Sostituzione di un membro del Comitato nazionale per la celebrazione del primo Centenario dell'Unità d'Italia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 2 della legge 30 dicembre 1959, n. 1235;
Visto l'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 1960, n. 493;
Visto il proprio decreto 29 giugno 1960, con il quale è stato costituito il Comitato nazionale per la celebrazione del primo Centenario dell'Unità d'Italia;
Considerato che il senatore on. avv. prof. Giacinto Bosco ha rassegnato le dimissioni dalla carica di membro del Comitato predetto e che, in sua sostituzione, il Presidente del Senato della Repubblica ha designato il senatore on. Raffaele Cadorna;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

L'on. senatore Raffaele Cadorna è nominato membro del Comitato nazionale per la celebrazione del primo Centenario dell'Unità d'Italia, in sostituzione dell'on. senatore avv. prof. Giacinto Bosco.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 6 febbraio 1961

GRONCHI

FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *marzo* 1961
Registro n. 1 *Presidenza, foglio n.* 356

(2181)

DECRETO MINISTERIALE 5 dicembre 1960.

Determinazione del valore, delle caratteristiche tecniche e dei termini di validità e di cambio del francobollo celebrativo della « Giornata del Francobollo » del 1960.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con il regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;
Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato con il regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 ottobre 1960, n. 1379, con il quale è stata autorizzata l'emissione di un francobollo celebrativo della « Giornata del Francobollo » del 1960;

Decreta:

Art. 1.

Il francobollo di cui alle premesse, del valore di L. 15, è stampato in rotocalco, su carta bianca, liscia, filigranata; formato carta: mm. 40 x 24; formato stampa: mm. 37 x 21; filigrana a tappeto di stelle; dentellatura: 14 dentelli su due centimetri.

La vignetta trae la sua ispirazione dai mezzi di collegamento e comunicazione in uso nel tempo che precede quello della ferrovia.

Una diligenza trainata da quattro cavalli attraversa la ritorta d'una tromba da postiglione.

La composizione dei due elementi simbolici: tromba e diligenza, poggia sopra un fondo monocromo, che sfuma dal chiaro allo scuro avvicinandosi ai quattro lati che delimitano il francobollo.

In alto, lungo tutto il lato, vi è la scritta: « GIORNATA DEL FRANCOBOLLO » in carattere romano; in basso, sem-

pre su tutto il lato, il valore facciale di L. 15 e la scritta « POSTE ITALIANE ».

Colore: bruno scuro e rosso.

Art. 2.

Il francobollo di cui all'art. 1 del presente decreto sarà valido agli effetti postali a tutto il 31 dicembre 1961 e sarà ammesso al cambio, purchè non sciupato nè perforato, a tutto il 30 giugno 1962.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 dicembre 1960

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
SPALLINO

Il Ministro per il tesoro
TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 marzo 1961
Registro n. 10 Uff. risc. poste, foglio n. 080. — VENTURA SIGNORETTI

(2190)

DECRETO MINISTERIALE 30 marzo 1961.

Costituzione del Consiglio di amministrazione della Gestione speciale della Società mineraria carbonifera Sarda.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il testo unico sull'Edilizia popolare ed economica, approvato con regio decreto 28 aprile 1938, numero 1165;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1960, n. 9726, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica della Gestione speciale della Società mineraria carbonifera Sarda;

Visto lo statuto dell'Ente suddetto;

Ritenuta l'opportunità di procedere alla costituzione del Consiglio di amministrazione dell'istituto stesso;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione della Gestione speciale della Società mineraria carbonifera Sarda è costituito, a norma dell'art. 4 dello statuto dell Ente medesimo nel modo seguente:

Presidente:

Laurenti dott. Lauro.

Membri:

Grossi dott. Luigi, in rappresentanza del Ministero dei lavori pubblici;

Tribuni dott. Antonio, in rappresentanza del Ministero delle partecipazioni statali;

Porcella rag. Francesco, in rappresentanza della Società mineraria carbonifera Sarda;

Pisano dott. Giuseppe, in rappresentanza della Prefettura di Cagliari.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 marzo 1961

Il Ministro: ZACCAGNINI

(2229)

DECRETO MINISTERIALE 30 marzo 1961.

Costituzione del Collegio sindacale della Gestione speciale della Società mineraria carbonifera Sarda.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il testo unico sull'edilizia popolare ed economica, approvato con regio decreto 28 aprile 1938, numero 1165;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1960, n. 9726, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica della Gestione speciale della Società mineraria carbonifera Sarda;

Visto lo statuto dell'Ente suddetto;

Ritenuta l'opportunità di procedere alla costituzione del Collegio sindacale dell'istituto medesimo;

Decreta:

Il Collegio sindacale della Gestione speciale della società mineraria carbonifera Sarda è costituito, a norma dell'art. 17 dello statuto di detto Ente, nel modo seguente:

Sindaci effettivi:

Lucantoni dott. Virgilio, in rappresentanza del Ministero dei lavori pubblici;

Subrizi dott. Remo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Virdis rag. Antonio, in rappresentanza della Prefettura di Cagliari.

Sindaci supplenti:

Maxia dott. Ottorino, in rappresentanza del Ministero dei lavori pubblici;

Giorgilli dott. Savino, in rappresentanza del Ministero del tesoro.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 marzo 1961

Il Ministro: ZACCAGNINI

(2230)

DECRETO MINISTERIALE 31 marzo 1961.

Inclusione dei rappresentanti della Regione autonoma della Sardegna nel Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, contenente provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Visto il proprio decreto in data 25 febbraio 1960, con il quale è stato provveduto alla rinnovazione, per decorso biennio, della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, prevista dall'art. 1 della legge anzidetta;

Visto il proprio decreto in data 19 luglio 1960, con il quale, ai sensi dell'art. 4 della legge stessa, è stato ricostituito, in seno alla Commissione anzidetta, il Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati;

Vista la lettera n. 07771 in data 23 dicembre 1960, con la quale la Regione autonoma della Sardegna ha chiesto la inclusione di propri rappresentanti nel Comitato anzidetto;

Considerato che la Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, nella sua riunione del 13 marzo 1960, si è espressa favorevolmente in merito alla richiesta di cui sopra;

Ritenuta l'opportunità di accogliere la richiesta stessa;

Decreta:

Il dott. Romualdo Del Rio ed il dott. Mario Stagno, rispettivamente membro effettivo e membro supplente della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, in rappresentanza della Regione autonoma della Sardegna, sono chiamati a far parte nella stessa qualità e con le stesse funzioni del Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori.

Le predette persone parteciperanno alle sedute del Comitato stesso qualora si trattino materie interessanti la Regione anzidetta, entro i limiti dei poteri ad essa conferiti dalla Costituzione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 marzo 1961

Il Ministro: SULLO

(2179)

DECRETO MINISTERIALE 31 marzo 1961.
Inclusione dei rappresentanti della Regione autonoma della Sardegna nel Comitato per la formazione professionale e per i cantieri di lavoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, contenente provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Visto il proprio decreto in data 25 febbraio 1960, con il quale è stato provveduto alla rinnovazione, per decorso biennio, della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, prevista dall'art. 1 della legge anzidetta;

Visto il proprio decreto in data 26 luglio 1960, con il quale, ai sensi dell'art. 4 della legge stessa, è stato ricostituito, in seno alla Commissione anzidetta, il Comitato per la formazione professionale e per i cantieri di lavoro;

Vista la lettera n. 07771 in data 23 dicembre 1960, con la quale la Regione autonoma della Sardegna ha chiesto la inclusione di propri rappresentanti nel Comitato anzidetto;

Considerato che la Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, nella sua riunione del 13 marzo 1960, si è espressa favorevolmente in merito alla richiesta di cui sopra;

Ritenuta l'opportunità di accogliere la richiesta stessa:

Decreta:

Il dott. Romualdo Del Rio ed il dott. Mario Stagno, rispettivamente membro effettivo e membro supplente della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati, in rappresentanza della Regione autonoma della Sardegna, sono chiamati a far parte nella stessa qualità e con le stesse funzioni del Comitato per la formazione professionale e per i cantieri di lavoro.

Le predette persone parteciperanno alle sedute del Comitato stesso qualora si trattino materie interessanti la Regione anzidetta, entro i limiti dei poteri ad essa conferiti dalla Costituzione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 marzo 1961

Il Ministro: SULLO

(2180)

DECRETO MINISTERIALE 6 aprile 1961.
Deroghe alle norme sui limiti di velocità degli autoveicoli pesanti in transito sulla autostrada Brescia-Padova.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI
PRESIDENTE DELL'AZIENDA NAZIONALE AUTONOMA DELLE STRADE

Ritenuta la necessità di consentire agli automezzi pesanti in transito sulle autostrade una velocità massima superiore a quella prescritta per la circolazione sulla rete ordinaria fuori dei centri abitati, e ciò agli effetti di determinare un più rapido scorrimento del flusso veicolare sulle arterie autostradali;

Visti gli articoli 103 e 125 del testo delle « Norme concernenti la disciplina della circolazione stradale »;

Vista la richiesta avanzata dalla Società concessionaria della autostrada Brescia-Verona-Vicenza-Padova;

Decreta:

I limiti di velocità prescritti per la circolazione extraurbana degli autoveicoli pesanti dall'art. 103, comma terzo, del testo delle « Norme concernenti la disciplina della circolazione stradale », approvato con decreto del Presidente della Repubblica 27 ottobre 1958, n. 956, e modificato con legge 26 aprile 1959, n. 207, vengono rispettivamente portati per l'autostrada Brescia-Verona-Vicenza-Padova, sia sui tratti già in esercizio, sia su quelli che verranno successivamente aperti al traffico, a 90/Km. l'ora per gli autoveicoli di peso complessivo a pieno carico superiore ad 80 quintali se destinati al trasporto di persone, ed a 70/Km. l'ora se destinati al trasporto di merci o qualora superino il complessivo peso di 80 quintali se impiegati al trasporto di persone.

Roma, addì 6 aprile 1961

Il Ministro: ZACCAGNINI

(2183)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notai dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 58, n. 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che, con decreto del Presidente della Repubblica in data 31 marzo 1961, in corso di registrazione alla Corte dei conti, i sottoelencati notai sono stati dispensati dall'ufficio per limiti di età, con effetto dalle date per ciascuno di essi indicate, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 a 39 del regio decreto 14 novembre 1926, n. 1953:

Micheli Marco, notaio residente nel comune di Fidenza, distretto notarile di Parma, 8 maggio 1961.

Giardini Andrea, notaio residente nel comune di Sesto Calende, distretto notarile di Milano, 9 maggio 1961.

(2211)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di indennità dovuta per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Ente Maremma tosco-laziale

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Castelnuovo Val di Cecina (Pisa), di complessivi ettari 33.93.92 espropriati in forza del decreto presidenziale 26 ottobre 1952, n. 1955, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 287 dell'11 dicembre 1952, supplemento ordinario, nei confronti della ditta SERAFINI Ida fu Paolo e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino è determinata in L. 1.560.469,65 (lire unmilionecinquecentosessantamilaquattrocentosessantanove e 65/100), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 26 gennaio 1953.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Castelnuovo Val di Cecina (Pisa), di complessivi ettari 43.87.06, espropriati in forza del decreto presidenziale 18 dicembre 1952, n. 3580, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 14 del 19 gennaio 1953, supplemento ordinario 5, nei confronti della ditta SERAFINI Ida fu Paolo e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino è determinata in L. 784.908,40 (lire settecentottantaquattromilanovecentootto e 40/100), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 18 giugno 1953.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Castelnuovo Val di Cecina (Pisa), di complessivi ettari 55.66.76, espropriati in forza del decreto presidenziale 29 novembre 1952, n. 2828, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 8 del 12 gennaio 1953, supplemento ordinario 3, nei confronti della ditta IMMOBILIARE AGRICOLA SOCIETA' ANONIMA, con sede in Firenze e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino è determinata in L. 2.528.412,90 (lire duemilionicinquecentoventottomilaquattrocentododici e 90/100), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 24 luglio 1956.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2038)

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Pomarance (Pisa), di complessivi ettari 48.91.18, espropriati in forza del decreto presidenziale 26 ottobre 1952, n. 1860, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 285 del 9 dicembre 1952, suplemento ordinario, nei confronti della ditta BIANCHINI Fidia e Rodolfo fu Giovanni e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino è determinata in L. 3.808.378 (lire tremilioniottocentoottomilatrecentosettantotto), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156, decorrono dal 1° settembre 1953.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

L'indennità di espropriazione, dovuta ai sensi della legge 15 marzo 1956, n. 156, per i terreni siti in agro del comune di Montalto di Castro (Viterbo), di complessivi ettari 93.24.01, espropriati in forza del decreto presidenziale 6 settembre 1952, n. 1420, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 265 del 15 novembre 1952, supplemento ordinario, nei confronti della ditta LUZI Edmondo fu Augusto e trasferiti all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino è determinata in L. 13.369.746,10 (lire tredicimilionitrecentosessantanovemilasettecentoquarantasei e 10 centesimi), salvo definitivo provvedimento ai sensi dell'art. 5, comma terzo, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

Detta indennità, al netto dell'importo, arrotondato, di lire 6.365.000 (lire seimilionitrecentosessantacinquemila), già liquidato con decreto presidenziale 30 ottobre 1954 (pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 54 del 7 marzo 1955), viene corrisposta nella misura di L. 7.004.746,10.

Sulla base della predetta riliquidazione si procede, altresì al conguaglio degli interessi dovuti.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2039)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Approvazione del piano di riparto delle spese delle opere di interesse comune del Consorzio di miglioramento fondiario « Utenti del canale dei molini di Imola e Massalombarda », con sede nel comune di Imola (Bologna).

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste n. 8406, in data 30 marzo 1961, è stato approvato, ai sensi e per gli effetti degli articoli 4 e 5 della legge 12 febbraio 1942, n. 183, il piano definitivo di ripartizione delle spese per le opere di interesse comune del Consorzio di miglioramento fondiario « Utenti del canale dei molini di Imola e Massalombarda », con sede nel comune di Imola (Bologna), deliberato dalla Deputazione amministrativa dell'Ente nella seduta del 2 agosto 1960.

(2076)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del presidente dell'Istituto nazionale autonomo delle case popolari per i soci dell'Associazione nazionale famiglie caduti e mutilati dell'aeronautica.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 1710 in data 28 marzo 1961, il sig. Alberto Fabretti è stato nominato presidente dell'Istituto nazionale autonomo delle case popolari per i soci dell'Associazione nazionale famiglie caduti e mutilati dell'aeronautica.

(2095)

Nomina del vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Brescia

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 2772 in data 25 marzo 1961, il sig. Rocco Niso è stato nominato vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Brescia.

(2096)

Conferma in carica del vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Ravenna

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 3033 in data 25 marzo 1961, il prof. Giordano Gamberini, è stato confermato nella carica di vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Ravenna.

(2097)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Montopoli Carmine, nato a Castiglione Casauria (Pescara) il 14 gennaio 1908, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in Scienze economiche e commerciali conseguito presso l'Università di Roma il 1° dicembre 1932.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(2212)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa pesca « Pescatori San Giovanni », con sede in Formia (Latina)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 8 marzo 1961, la Società cooperativa pesca « Pescatori San Giovanni », con sede in Formia (Latina), costituita con atto del notaio dott. Di Macco Gaetano in data 2 dicembre 1944, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona del sig. Grossi Giacinto.

(2155)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 85

Corso dei cambi del 12 aprile 1961 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,80	621,65	621,38	621,65	621,50	621,70	621,70	621,60	621,55	621,50
$ Can.	628,40	628,10	628 —	627,95	627,75	628,20	628 —	628,10	628 —	628 —
Fr. Sv.	143,82	143,80	143,73	143,79	143,75	143,80	143,80	143,80	143,78	143,85
Kr. D.	90,05	90 —	89,95	89,95	90 —	90 —	89,975	90 —	89,99	90 —
Kr. N.	87,01	87 —	87 —	87 —	87,05	87,03	87,005	87 —	87 —	87 —
Kr. Sv.	120,30	120,28	120,28	120,245	120,40	120,31	120,26	120,30	120,29	120,30
Fol.	173,07	172,85	172,86	172,81	173 —	172,96	172,86	173 —	172,95	173 —
Fr. B.	12,45	12,425	12,43	12,42	12,425	12,44	12,42125	12,45	12,43	12,43
Fr. Fr. (N.F.)	126,91	126,87	126,90	126,85	127 —	126,90	126,87	126,90	126,88	126,90
Lst.	1740,41	1740,50	1740,25	1740,25	1740,25	1741,07	1740,15	1740,75	1740,75	1740,25
Dm. occ.	156,64	156,58	156,58	156,585	156,55	156,62	156,5975	156,60	156,59	156,60
Scell. Austr.	23,86	23,85	23,85	23,85	23,85	23,85	23,855	23,85	23,85	23,85
Escudo Port.	21,75	21,75	21,75	21,73	21,75	21,74	21,70	21,73	21,73	21,74

Media dei titoli del 12 aprile 1961

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	81,25
Id. 3,50 % 1902	79,20
Id. 5 % 1935	108,65
Redimibile 3,50 % 1934	99,625
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,30
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,625
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,325
Id. 5 % 1936	102,425
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,575
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,325
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1962)	102,175
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	102,45
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	102,65
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	102,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,40
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,90

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 12 aprile 1961

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	621,675
1 Dollaro canadese	627,975
1 Franco svizzero	143,795
1 Corona danese	89,962
1 Corona norvegese	87,002
1 Corona svedese	120,252
1 Fiorino olandese	172,835
1 Franco belga	12,421
1 Franco nuovo (N.F.)	126,86
1 Lira sterlina	1740,20
1 Marco germanico	156,591
1 Scellino austriaco	23,852
1 Escudo Port.	21,718

ACCORDI ECONOMICI E CONTRATTI COLLETTIVI DI LAVORO

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Comunicati

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (15 marzo 1961) il Bollettino n. 13 della provincia di Firenze, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo 10 giugno 1960 per l'applicazione dell'art. 47 del Contratto collettivo nazionale di lavoro 1° luglio 1948 ai dipendenti da aziende dell'abbigliamento della provincia di Firenze escluso il mandamento di Prato.

2. — Accordo 27 febbraio 1951 per l'applicazione dell'accordo interconfederale di rivalutazione salariale per i lavoraranti a domicilio nel settore confezione in serie, nella provincia di Firenze.

3. — Accordo 14 maggio 1956 per la estensione ai dipendenti da aziende di confezione in serie nella provincia di Firenze dell'accordo 22 luglio 1947 per l'istituzione delle mense aziendali.

4. — Accordo 16 luglio 1956 per la corresponsione di una indennità di mancata mensa per i dipendenti da aziende di confezione di maglieria della provincia di Firenze.

5. — Accordo 3 settembre 1956 relativo all'indennità di mensa nelle aziende di confezione in serie della provincia di Firenze.

6. — Accordo interprovinciale 5 settembre 1947 per gli addetti all'industria boschiva delle provincie della Regione Toscana.

7. — Accordo 29 dicembre 1948 per gli addetti all'industria boschiva delle provincie di Firenze - Siena - Grosseto - Livorno - Pistoia.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (15 marzo 1961) il Bollettino n. 14 della provincia di Firenze, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo integrativo tabellare 15 marzo 1955 per il personale dipendente dalle Agenzie di assicurazione di Firenze.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (15 marzo 1961) il Bollettino n. 15 della provincia di Firenze, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Contratto integrativo aziendale 16 aprile 1956 per i dirigenti della Cassa di risparmio di Firenze.

2. — Contratto integrativo aziendale 16 aprile 1956 per i funzionari della Cassa di risparmio di Firenze.

3. — Contratto integrativo aziendale 16 aprile 1956 per gli impiegati e il personale subalterno della Cassa di risparmio di Firenze.

4. — Accordo economico 8 marzo 1950 per il personale della Cassa di risparmio di Firenze.

5. — Accordo economico aziendale 27 novembre 1953 per il personale della Cassa di risparmio di Firenze.

6. — Verbale di accordo 27 dicembre 1956 per il personale della Cassa di risparmio di Firenze.

7. — Contratto aziendale 15 dicembre 1956, concernente il trattamento di quiescenza per il personale di ruolo della Cassa di risparmi e depositi di Prato.

8. — Contratto economico aziendale 15 dicembre 1956 per il personale subalterno e di fatica dipendente dalla Cassa di risparmi e depositi di Prato.

9. — Contratto aziendale 15 dicembre 1956, concernente il trattamento di quiescenza per il personale di ruolo della Cassa risparmi e depositi di Prato.

10. — Contratto aziendale 15 giugno 1950, concernente il trattamento economico e di quiescenza per il personale di ruolo della Cassa di risparmi e depositi di Prato.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (15 marzo 1961) il Bollettino n. 16 della provincia di Firenze, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

Accordo economico 22 dicembre 1956, integrativo del Contratto nazionale di lavoro 23 ottobre 1954 per i dipendenti da ristoranti, trattorie ed esercizi similari della provincia di Firenze.

Accordo economico 22 dicembre 1956, integrativo del Contratto nazionale di lavoro 23 ottobre 1954 per i dipendenti da caffè, bars, birrerie, bottiglierie, gelaterie ed esercizi similari da valere nella provincia di Firenze.

Il Ministro: SULLO

(2191)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (3 marzo 1961) il Bollettino n. 30 della provincia di Milano, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Contratto collettivo di lavoro del 13 settembre 1954 da valere per le Aziende aderenti alla Associazione ippotrasportatori e trasporti vari esercenti l'attività nel comune di Milano.

2. — Accordo 5 ottobre 1955 sull'aumento e sul conglobamento delle tariffe salariali di cui alla tabella A) art. 31 del Contratto collettivo di lavoro 13 settembre 1954 da valere per le Aziende aderenti alla Associazione ippotrasportatori e trasporti vari, esercenti l'attività nel comune di Milano e il personale di fatica da esse dipendente.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (3 marzo 1961) il Bollettino n. 31 della provincia di Milano, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

Accordo economico integrativo 22 febbraio 1955 per sonale delle Agenzie di assicurazioni di Milano e Provincia.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (3 marzo 1961) il Bollettino n. 35 della provincia di Milano, contenente i sottoindicati contratti pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

Contratto integrativo di lavoro del 12 febbraio 1959, per gli addetti ad aziende grossiste di specialità medicinali della provincia di Milano.

Contratto integrativo di lavoro, 14 febbraio 1955, per il personale dipendente da alberghi diurni della provincia di Milano.

Il Ministro: SULLO

(2192)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (22 marzo 1961) il Bollettino n. 12 della provincia di Grosseto, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo di lavoro 17 luglio 1951 integrativo del Contratto collettivo nazionale di lavoro 11 maggio 1950 per gli addetti all'industria mineraria della provincia di Grosseto.

Il Ministro: SULLO

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (22 marzo 1961) il Bollettino n. 11 della provincia di Grosseto, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Contratto salariale 9 gennaio 1956 per i lavoranti barbieri del capoluogo di Grosseto.

Il Ministro: SULLO

(2193)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (3 marzo 1961) il Bollettino n. 32 della provincia di Milano, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo salariale del 30 dicembre 1958, per i viaggiatori e piazzisti dipendenti da Aziende commerciali della provincia di Milano.

2. — Accordo 13 febbraio 1959 sulla applicazione alle Aziende commerciali a prevalente partecipazione statale degli accordi economici 26 e 28 novembre 1958 per le Aziende commerciali private della provincia di Milano.

3. — Accordo del 24 marzo 1959 sulla applicazione alle Aziende commerciali a prevalente partecipazione statale della provincia di Milano dell'accordo salariale provinciale 30 dicembre 1958.

Il Ministro: SULLO

(2194)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (27 febbraio 1961) il Bollettino n. 24 della provincia di Forlì, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo 22 giugno 1959 per la squadra d'aia della provincia di Forlì.

2. — Accordo 25 giugno 1954 per gli addetti ai lavori di trebbiatura nella provincia di Forlì.

Il Ministro: SULLO

(2195)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (15 marzo 1961) il Bollettino n. 7 della provincia di Mantova, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo di lavoro 4 febbraio 1960 integrativo del Contratto collettivo nazionale di lavoro 19 giugno 1959 da valere per i dipendenti delle industrie dei prodotti del legno e del sughero della provincia di Mantova.

Il Ministro: SULLO

(2196)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (16 marzo 1961) il Bollettino n. 12 della provincia di Roma, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

Contratto collettivo di lavoro 16 luglio 1955 per i braccianti agricoli avventizi della provincia di Roma.

Il Ministro: SULLO

(2197)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (6 febbraio 1961) il Bollettino n. 11 della provincia di Vercelli, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo salariale 27 giugno 1955 per i dipendenti da alberghi, ristoranti, mense, locande della provincia di Vercelli.

2. — Accordo salariale 12 gennaio 1953 per i dipendenti da caffè e bars di Vercelli — Circondario e Valsesia — e rimanente Provincia, con sola esclusione della Zona Biellese.

Il Ministro: SULLO

(2198)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (17 marzo 1961), il Bollettino n. 5 della provincia di Campobasso, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Contratto collettivo di lavoro 3 settembre 1957 per gli operai addetti alla raccolta delle olive nella provincia di Campobasso.

2. — Accordo salariale 30 gennaio 1956 per i dipendenti da esercizi cinematografici e cinema-teatri, Campobasso.

Il Ministro: SULLO

(2199)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (21 marzo 1961) il Bollettino n. 4 della provincia di Trento, contenente i sottoindicati accordi pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Accordo salariale 15 aprile 1958 per i lavoranti barbieri di Trento e provincia.

2. — Accordo collettivo di lavoro 9 novembre 1956 da valere per gli apprendisti dipendenti da Aziende artigiane di barbiere e parrucchiere della provincia di Trento.

Il Ministro: SULLO

(2200)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (16 febbraio 1961) il Bollettino n. 11 della provincia di Matera, contenente il sottoindicato accordo pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741 e legge 1° ottobre 1960, n. 1027:

1. — Contratto collettivo di lavoro 23 luglio 1960 integrativo del Contratto collettivo nazionale di lavoro del 28 giugno 1958 da valere per i dipendenti delle Aziende commerciali della provincia di Matera.

Il Ministro: SULLO

(2201)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Diario delle prove scritte del concorso per esame a duecento posti di consigliere di terza classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale amministrativo dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

Le prove scritte del concorso per esame a duecento posti di consigliere di terza classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale amministrativo dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, bandito con decreto ministeriale del 14 aprile 1960, n. 788, avranno luogo nei giorni 2, 3 e 4 maggio 1961, alle ore otto, in Roma, presso il Palazzo dei Congressi - E.U.R., per le prove obbligatorie, ed il giorno 5 maggio 1961, alle ore otto, in Roma viale Guglielmo Massaia n. 31, per la prova facoltativa di lingua tedesca.

(2248)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI FORLÌ

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì al 30 novembre 1960.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 109 in data 18 gennaio 1961, con il quale è stato bandito il concorso a sette posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì alla data del 30 novembre 1960;

Ritenuto necessario procedere alla nomina della Commissione giudicatrice;

Viste le designazioni dei Comuni interessati, nonchè quella dell'Ordine dei veterinari della provincia di Forlì;

Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del decreto presidenziale 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì al 30 novembre 1960 è costituita come appresso:

Presidente:

Vitale dott. Guido, vice prefetto vicario.

Componenti:

Messieri prof. Albino, docente in clinica medica veterinaria;

Montroni prof. Luigi, docente in patologia generale e anatomia patologica veterinaria;

Cancellieri dott. Decio, veterinario provinciale;

Sarti dott. Gustavo, veterinario condotto.

Segretario:

Savelli dott. Francesco, consigliere di 1ª classe della Prefettura di Forlì.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà inoltre pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Ufficio.

Forlì, addì 4 aprile 1961

Il veterinario provinciale: CANCELLIERI

(2187)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VARESE

Graduatoria del concorso relativo all'assegnazione della sede farmaceutica del comune di Caronno Varesino. (Rettifica).

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1004 in data 10 marzo 1961, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati al concorso relativo all'assegnazione della sede farmaceutica del comune di Caronno Varesino;

Considerato che per errore materiale di scritturazione il dott. Guglielmetti Carlo, nato il 26 maggio 1906, è stato omesso dalla graduatoria precitata;

Ritenuto pertanto di apportare la conseguente rettifica all'atto suindicato;

Decreta:

E' rettificato il proprio precedente decreto n. 1004 in data 10 marzo 1961 inserendo nella graduatoria dei concorrenti al concorso relativo alla assegnazione della sede farmaceutica del comune di Caronno Varesino il dott. Guglielmetti Carlo, che ha riportato il punteggio complessivo di 84,304, al sesto posto e precisamente dopo la dottoressa Bordoli Chiara.

Di conseguenza la graduatoria precitata è così modificata:

1.	Occhialini Enzo	punti 91,710
2.	Buillo Dranzon Giovanni	» 90,576
3.	Mismasi Ersilia	» 88,500
4.	Dettoni Fernando	» 87,300
5.	Bordoli Chiara	» 86,752
6.	Guglielmetti Carlo	» 84,304
7.	Salveraglio Carla	» 72,276
8.	Fanti Felice	» 72,050
9.	Kascandilian Giuseppe	» 68,306
10.	Bertarelli Piero	» 66,910
11.	Barbieri Franca in Tobia	» 64,520
12.	Rizzardi Camillo	» 63,136
13.	Nardi Antonio	» 62,678
14.	Grechi Giovanni	» 62,212
15.	Ramoscelli Cesira	» 61,310
16.	Cavallari Landuccio	» 58,484
17.	Dell'Orto Alessandro	» 55,920
18.	Cabras Maria	» 55,254
19.	Girotti Edmondo	» 54,262
20.	Gorla Maria Luigia in Ferretti	» 52,082
21.	Martegani Dora	» 44,350

Varese, addì 16 marzo 1961

Il medico provinciale: VESSICCHIO

(2043)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI FOGGIA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Foggia

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 997 del 4 febbraio 1961, con il quale venivano assegnate le sedi di condotta medica vacanti in provincia di Foggia al 30 dicembre 1959 e messe a concorso, ai candidati dichiarati vincitori secondo l'ordine di precedenza indicata dagli interessati;

Rilevato che il concorrente dott. Urbano Pagliuso classificato 2° in graduatoria e, perciò, dichiarato assegnatario della condotta medica di Troia, era stato a suo tempo erroneamente ammesso al concorso, perchè i documenti dallo stesso esibiti per beneficiare dell'aumento dei limiti massimi di età previsti dalla legge per l'ammissione ai pubblici concorsi (foglio matricolare e certificato integrativo attestante la mobilitazione in zona di operazione) sono stati successivamente riconosciuti non validi per lo scopo, in quanto la notificazione integrativa reca la dicitura seguente: «Il soldato Pagliuso Urbano, classe 1924 del gruppo di combattimento (Arma di sanità Cesana di Roma) mobilitato in zona di operazione dal 22 febbraio 1945 all'8 maggio 1945 trovasi nelle condizioni pre

viste nell'ultimo comma dell'art. 1 decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, circolare n. 169 Giornale militare 1948 e per l'attribuzione delle campagne di guerra ai sensi della legge 24 aprile 1950, n. 390. La presente è valida per l'attribuzione dei soli benefici economici previsti dalle vigenti disposizioni di legge sui benefici di guerra ».

Considerato che la partecipazione al concorso e il risultato conseguito dal su detto candidato devono, pertanto, considerarsi nulli e che lo stesso non possiede i requisiti per ottenere il conferimento della condotta medica di Troia;

Ritenuto in conseguenza di provvedere alla modifica del citato decreto;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 845;

Decreta:

A modifica di quanto disposto con decreto n. 997 del 4 febbraio 1961, sono dichiarati vincitori, del concorso di cui in narrativa e per le sedi a fianco di ciascuno indicate, i seguenti candidati:

1) Marseglia Pasquale: Sannicandro Garganico;
2) Beccia Giuseppe: Troia;
3) Perrini Francesco Saverio: Faeto;
4) Caprara Ernesto: Orsara di Puglia;
5) Protano Michele: Volturino.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Foggia e pubblicato, per otto giorni, all'albo pretorio della Prefettura, del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Foggia, addì 23 marzo 1961

Il medico provinciale: RANELI

(2047)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANIA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catania

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 788 San. datato 10 febbraio 1961, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso, per titoli ed esami, per posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catania al 30 novembre 1958;

Visto il proprio decreto di pari numero e data del precedente, con il quale sono state assegnate le condotte mediche ai vincitori del predetto concorso;

Considerato che il dott. Benedetto Finocchiaro, vincitore della condotta medica del comune di Paternò ha rinunziato alla predetta condotta, come da dichiarazione dello stesso pervenuta tramite lettera del sindaco del comune di Paternò n. 2793 del 15 marzo 1961;

Considerato, inoltre, che il dott. Michele Di Pasquale, vincitore della condotta medica del comune di Militello ha rinunziato alla predeta condotta, come da comunicazione telegrafica del sindaco del Comune anzidetto e che il dott. Nicosia Filippo, al quale è stata assegnata la condotta ostetrica di Castel di Judica, ha indicato nell'ordine di preferenza la condotta di Militello prima di quella di Castel di Judica;

Ritenuto che occorre modificare, in conseguenza di quanto sopra specificato, l'assegnazione delle sedi, contenuta nel decreto n. 788 San. del 10 febbraio 1961, tenuto presente l'ordine di preferenza indicato dai concorrenti in graduatoria;

Visti gli articoli 35 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie e gli articoli 26 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le condotte mediche di cui in premessa vengono assegnate come segue:

Giovanni Musumarra: Paternò;
Filippo Nicosia: Militello V. C.;
Alfio Mangano: Castel di Judica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, in quella della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale di Catania e dei Comuni interessati.

Catania, addì 21 marzo 1961

Il medico provinciale: SCUDERI

(2048)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI UDINE

Sostituzione del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Udine al 30 novembre 1957.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto 4 dicembre 1959, n. 8547, con il quale il Prefetto di Udine ha provveduto alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1957;

Visto il proprio decreto n. 8547/San. in data 21 giugno 1960, con il quale veniva nominato segretario della predetta Commissione il dott. Gianfranco Mescola in sostituzione del dottore Umberto Cazzuola chiamato a svolgere altro incarico;

Ritenuto che il segretario della suddetta Commissione dott. Gianfranco Mescola è stato trasferito in altra sede, per cui necessita provvedere alla sua sostituzione;

Decreta:

In sostituzione del dott. Gianfranco Mescola è nominato segretario della Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1957 il dott. Mario Gallo, consigliere di 2ª classe.

Udine, addì 29 marzo 1961

Il medico provinciale: BALISTRERI

(2167)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.